



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 25 – 18 mars 2022



## Pays nordiques

COVID-19	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
<b>Contaminations</b>						
Nombre de contaminations	23 943 973	2 472 068	2 835 490	1 363 404	778 617	167 379
Taux de contamination (pour 100 000 hab.)	35 504	23 817	48 553	25 289	14 070	45 397
Nouvelles contaminations en 15 jours	925 576	20 604	31 633	106 338	114 029	31 632
Nouvelles contaminations en 15 jours pour 100 000 hab.	1 372	199	542	1 972	2 061	8 579
<b>Décès</b>						
Nombre de décès	140 613	17 937	5 257	1 823	2 763	87
Taux de décès (pour 100 000 hab.)	209	173	90	34	50	24
Nouveaux décès en 15 jours	1 851	582	570	159	379	22
Nouveaux décès en 15 jours pour 100 000 hab.	2,7	7,2	9,8	2,9	6,8	6,0
<b>Vaccination</b>						
Part de la population totale ayant reçu au moins <b>1 dose</b> de vaccin	80%	75%	83%*	80%	81%	84%
Part de la population totale ayant reçu au moins <b>2 doses</b> de vaccin	79%	73%	81%*	75%	77%	79%
Part de la population totale ayant reçu une <b>3<sup>ème</sup> dose</b>	58%	49%	62%*	54%	51%	56%

Chiffres du 17 mars 2022 – Sources : Agences nationales de Santé.

\*Les données de vaccinations ne sont plus mises à jour par l'autorité de santé danoise.

## Danemark

**Conclusion d'un accord national sur la politique de sécurité.** Dans le contexte du conflit russo-ukrainien, le gouvernement (Social-démocrate) a conclu, avec quatre partis politiques danois (Parti libéral, Parti socialiste populaire, Parti social-libéral, Parti conservateur), un accord visant notamment à assurer l'indépendance du Danemark vis-à-vis du gaz russe et à augmenter le budget de la défense. Celui-ci sera porté à 2% du PIB d'ici 2033, soit une hausse annuelle de 18 Mds DKK (2,4 Mds€). Les partis se sont également entendus sur une enveloppe supplémentaire de 7 Mds DKK (940 M€) par an pour 2023 et 2024, afin de soutenir le secteur de la défense ainsi que les efforts diplomatiques et humanitaires. Pour absorber cette hausse des dépenses, la Première ministre Mette Frederiksen a annoncé un assouplissement des règles budgétaires en vigueur, avec un objectif de déficit porté à 0,5% après 2025. Les Danois devront, en outre, se prononcer sur la levée de l'opt-out dont bénéficie le pays en matière de politique de sécurité et de défense commune, lors d'un référendum qui sera organisé le 1<sup>er</sup> juin prochain.

**La crise russo-ukrainienne met Carlsberg sous pression.** Le géant brassicole, principal acteur danois dans la région, s'est engagé à ne plus produire ni vendre sa marque phare en Russie, quelques jours après avoir indiqué mettre un terme aux nouveaux investissements et aux exportations en direction du pays. Le groupe, qui avait procédé à la fermeture immédiate de ses trois brasseries ukrainiennes (1 300 employés, 31% de parts de marché) à la suite de l'invasion militaire, a en revanche décidé de maintenir la production de sa marque russe Baltika au sein de ses huit usines locales (8 400 employés, 27% de part de marché), suscitant de vives critiques. Pour Cees 't Hart, directeur général de Carlsberg, cette décision vise à « isoler la branche russe de la société », afin d'éloigner au maximum la menace de la nationalisation et de la saisie d'actifs brandie en début de semaine par le vice-Premier ministre Andrei Belousov. En 2021, la Russie et l'Ukraine ont représenté environ 13% des recettes du groupe danois, et près de 9% de son bénéfice d'exploitation.

**L'inflation à son plus haut niveau en 30 ans.** L'indice global des prix à la consommation a progressé de 4,8% en glissement annuel au mois de février 2022, soit la plus forte croissance observée depuis décembre 1989, d'après les derniers chiffres publiés par l'Institut danois de la

statistique (*Danmarks Statistik*). La hausse des prix a été tirée par la dynamique pour les biens suivants : l'électricité, les aliments, le carburant et le gaz. L'inflation sous-jacente (hors énergie et aliments non transformés) s'élève pour sa part à 2,7%, contre 1,9% le mois précédent. Alors que les entreprises ont vu leurs coûts de production bondir de 31% en un an, la situation représente une facture annuelle supplémentaire d'environ 21 600 DKK (2 895€) à panier constant pour un ménage danois type comparé à début 2021.

**Le nombre d'allocataires de la *Kontanthjælp* au plus bas depuis 2007.** 95 400 Danois bénéficiaient du revenu universel de subsistance à la fin du mois de décembre 2021, un chiffre en recul de 4 900 unités au cours du quatrième trimestre, d'après les données mises à jour par *Danmarks Statistik*. Versées aux personnes de plus de 30 ans – et aux personnes de moins de 30 ans ayant une formation – dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille, les prestations en espèces étaient en décline depuis le pic d'août 2015 (175 000 bénéficiaires), sur fond d'augmentation du taux d'emploi.

**Le gazoduc « Baltic Pipe » attendu pour l'automne.** Le gazoduc reliant la Norvège à la Pologne via le Danemark pourrait être partiellement opérationnel d'ici octobre 2022, a annoncé le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki lors d'une conférence de presse à Oslo. Interrompue en mai 2021 en raison d'un contentieux environnemental, les travaux ont pu reprendre le 1<sup>er</sup> mars dernier après la réception par le gestionnaire du réseau danois de transport, *Energinet*, d'un nouveau permis. L'infrastructure devrait fonctionner à pleine capacité (10 Mds m<sup>3</sup> par an) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Financé à hauteur de 215 M€ par l'Union européenne, le projet permettra à la Pologne de fournir une part du gaz ainsi reçu au marché danois. L'annonce intervient alors que la Norvège a fait savoir au Danemark qu'elle ne serait pas en mesure de compenser la baisse des importations de gaz russe.

**Un accord sur le carburant maritime vert conclu entre Ørsted et Mærsk.** Dévoilée le 10 mars, la lettre d'intention prévoit la construction par le groupe énergétique danois d'une centrale Power-to-X de 675 MW sur la côte américaine du Golfe du Mexique,

alimentée par 1,2 GW de parcs éoliens terrestres et de panneaux solaires photovoltaïques. Attendue pour le second semestre 2025, l'installation devrait permettre la production annuelle d'environ 300 000 tonnes d'e-méthanol, destinées aux 12 nouveaux navires commandés par Mærsk dans le cadre de ses efforts pour atteindre la cible de zéro émission carbone à horizon 2040. Le projet avec Ørsted s'inscrit dans une campagne de large ampleur menée depuis plusieurs mois par l'armateur danois, visant à sécuriser l'approvisionnement annuel de 730 000 tonnes de méthanol vert d'ici fin 2025. Des partenariats ont d'ores et déjà été noués avec cinq autres entreprises du secteur, dont la société European Energy, basée à Copenhague.

**Résultats record pour Lego en 2021.** Le leader mondial du marché du jouet a présenté l'an passé un

bénéfice net en hausse de 34%, à 13,3 Mds DKK (1,8 Md€), le plus important jamais enregistré. Malgré la pandémie, les ventes annuelles du groupe danois ont bondi de 27% pour atteindre 55,3 Mds DKK (7,4 Mds€), dopées par le commerce en ligne et l'ouverture de 165 nouveaux magasins, dont 90 en Chine. Au total, l'enseigne compte désormais 5 usines et 832 points de vente, répartis dans 46 pays. Lego a récemment annoncé l'ouverture d'un premier site neutre en carbone à proximité d'Ho Chi Minh Ville (Vietnam), un an après être devenue l'une des premières entreprises à signer l'engagement de la Commission européenne en faveur de la consommation verte (*Green Consumption Pledge*). Le groupe a indiqué interrompre toute livraison à destination de ses 81 magasins russes en réaction à l'invasion de l'Ukraine.

## Finlande

**De nombreuses filiales finlandaises se désengagent du marché russe.** Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'adoption de sanctions envers Moscou, la majorité des filiales finlandaises présentes en Russie ont réagi et adapté en conséquence leurs activités. Certaines filiales, ayant des sites de distribution en Russie, comme Metso Outotec (machinerie d'extraction minière), Kone (ascenseurs), Ponsse (engins forestiers), Reima (habillement pour enfants) ou Wärtsilä (moteurs) ont annoncé qu'elles cessaient leurs exportations vers ce pays. D'autres, ayant des sites de production en Russie, ont annoncé suspendre à la fois les exportations, et leur production dans ce pays comme les groupes forestiers UPM, Stora Enso et Metsä Fibre. D'autres, enfin, ont annoncé leur retrait immédiat du marché russe comme les groupes agroalimentaires Fazer, Valio et Paulig, ou encore le groupe SOK (qui possède les supermarchés Prisma et les hôtels Sokos). En revanche, les deux principales filiales finlandaises, l'énergéticien Fortum – qui renonce à tout nouvel investissement en Russie – et le fabricant de pneumatiques Nokian Tyres – qui rapatrie une partie de sa production en Finlande et aux Etats-Unis –, ont annoncé y poursuivre leurs opérations.

**Les prévisions de croissance de la Banque de Finlande revues à la baisse.** L'économie finlandaise devrait connaître une croissance du PIB oscillant entre 0,5 et

2 % en 2022, selon les prévisions révisées de la Banque de Finlande (contre 2,6%, dans ses dernières prévisions de décembre 2021), soit entre 0,5 et 2 points de PIB en moins. Deux scénarios ont été simulés; dans le premier, les exportations finlandaises vers la Russie (qui représentent 5% du total des exportations) sont affectées de manière limitée et la croissance serait de 2% cette année et de 1,5% en 2023. Dans le second scénario, les exportations vers la Russie sont sérieusement ralenties, voire même arrêtées, et la croissance serait de 0,5% cette année et l'année prochaine. Dans les deux scénarios, la Banque de Finlande prévoit une forte hausse du prix de l'énergie et des matières premières, tirant l'inflation à la hausse en 2022 (entre 4 et 5%, au lieu de 2,4% dans ses prévisions de décembre 2021).

### **Garanties à l'exportation : l'agence d'assurance-crédit Finnvera sera sollicitée.**

L'adoption de sanctions contre la Russie et la situation économique de ce pays (dont le PIB pourrait se contracter de 10% en 2022, selon la Banque de Finlande) solliciteront l'agence publique de garantie-export, Finnvera. L'agence, qui a suspendu le 22 février dernier l'émission de toute nouvelle garantie-export pour l'Ukraine et la Russie, a octroyé, à l'heure actuelle, des garanties de l'ordre de 1 Md€, pour des sociétés exportant vers la Russie, notamment dans les secteurs naval, d'équipement forestier et d'informatique. En revanche, en dehors des outils de



financement existants, dont Finnvera, l'Etat finlandais n'envisagerait pas d'accorder des subventions, similaires à celles octroyées lors de la crise du coronavirus, aux sociétés finlandaises ayant quitté la Russie comme Valio, Fazer ou Paulig, a indiqué le ministre de l'Economie, Mika Lintilä.

**Poursuite de la grève dans plusieurs usines d'UPM.** Le syndicat des travailleurs de l'industrie papetière (Paperiliitto) annonce la poursuite de la grève entamée au 1er janvier de cette année, jusqu'au 16 avril, en l'absence d'accord avec la direction d'UPM sur les conditions de travail des employés de la branche papetière de l'entreprise. De nombreux sites de production de pâte à papier, papiers graphiques, papiers magazines ou étiquettes sont actuellement à l'arrêt, tout comme la bioraffinerie de Kaukas.

**Netflix signe un accord pour l'acquisition du studio finlandais de jeux mobiles Next Games.** L'accord conclu entre Netflix et Next Games, début mars, prévoit l'ouverture du 14 mars au 8 avril, d'une

période d'offre publique d'achat par Netflix sur toutes les actions émises et en circulation et les options d'achat d'actions de Next Games. Dans le cadre de l'offre, les actionnaires de Next Games recevraient 2,10 euros par action cédée, pour une valeur totale d'environ 65 M€. La période d'offre, qui pourrait être étendue au-delà du 8 avril si nécessaire, s'achèvera lorsqu'au moins 90% des actions et droits de vote de la société auront été cédés. L'acquisition par la multinationale américaine devrait être effective à la fin du premier semestre 2022. La start-up finlandaise, créée en 2013, est devenue une référence en matière de création de jeux mobiles, et le premier développeur de jeux finlandais à être coté en bourse (cotation sur la liste *First North* d'Helsinki en 2017).

**Le nombre de déclarations de revenus en crypto-monnaies en forte augmentation en 2021.** L'administration fiscale finlandaise indique qu'environ 150 000 personnes ont déclaré des revenus en crypto-monnaies en 2021. En 2020, 3 400 personnes avaient déclaré des revenus en crypto-monnaies.

## Islande

**L'inflation poursuit sa hausse.** Le taux d'inflation en glissement annuel a atteint 6,2 %, soit 0,5 % de plus qu'en janvier, selon de nouvelles données de *Hagstofa Íslands* (Statistics Iceland).

**Les actifs des fonds de pensions enregistrent leur plus forte baisse depuis la crise de 2008.** Le total des actifs des fonds de pension islandais a diminué de 184 Mds ISK (1,9 Mds€) en janvier. C'est la première fois que les actifs des fonds de pension diminuent depuis le début de la pandémie et la plus forte baisse mensuelle depuis la crise financière de 2008 selon les statistiques de la Banque centrale d'Islande, *Seðlabanki Íslands*. La dépréciation de loin la plus importante concernait les actifs étrangers, qui se sont contractés de 166 Mds ISK (1,17 Mds€) au cours de la période (-7%). Une partie de cette baisse est due à la baisse des cours des actions sur les marchés internationaux, l'indice boursier S&P 500 ayant chuté de 5 % au cours de la période. Dans le même temps, la couronne s'est appréciée de plus de 2 % par rapport à aux principales devises commerciales, entraînant une baisse de la valeur des actifs étrangers convertis en couronnes.

**Les dettes privées sous la surveillance du Comité de stabilité.** Dans son rapport publié le 16 mars, il relève que les arriérés de dette ont diminué depuis le début de la pandémie et représentent désormais moins de 1 % des prêts des banques aux ménages. De nombreuses entreprises n'ont pas été touchées par la pandémie, mais celles qui ont subi de graves pertes de revenus restent toujours vulnérables. Le comité souligne qu'il est essentiel que le système bancaire continue à travailler à la restructuration de sa dette. Dans le cadre de son examen trimestriel des réserves de fonds propres contracycliques (CCyB), le Comité de stabilité financière (FSN) a décidé de maintenir ses réserves inchangées. La décision prise en septembre 2021 d'augmenter ce coussin de réserves de 0 % à 2 % prendra effet fin septembre 2022. Le Comité a également décidé de maintenir le coussin de risque systémique inchangé à 3 %

## Norvège

### Poursuite des actions de soutien de la Norvège dans le contexte de la guerre en Ukraine

Le Fonds souverain norvégien estime que ses pertes en Russie s'élèveront à 25 Mds NOK (2,53 Mds€), soit 90% de la valeur de ses investissements. Concernant les aides gouvernementales, la Ministre des affaires étrangères Anniken Huitfeldt a annoncé le versement de 250 M NOK (25,4 M€) à l'ONU pour l'accueil de réfugiés dans les pays frontaliers de l'Ukraine. Dans le cadre des fonds EEE, Oslo procèdera à la réallocation de 50 M NOK (5.1 M€) pour aider la Pologne face à la crise migratoire. La droite conservatrice (Parti du progrès) demande 3 Mds NOK (305 M€) supplémentaires pour l'accueil de réfugiés dans les pays frontaliers. Le Parti libéral suggère des aides financières directement versées à Kiev, par exemple sous la forme d'un plan Marshall de 1500 Mds NOK (153 Mds€). Les recettes dues à la vente de pétrole et de gaz de la Norvège pourraient être multipliées par six en raison de la hausse significative des cours mondiaux des hydrocarbures suite au conflit. Selon le Ministre de l'Énergie et du Climat, Espen Barth Eide, cette hausse devra être redistribuée, en particulier sous forme d'APD. Enfin, les navires russes de pêche ne seront pas exclus des eaux norvégiennes, a indiqué le Ministre de la Pêche, Bjørnar Skjæran. Les pêcheurs russes y réalisent environ un tiers de leurs prises.

### Préparation de la loi de finances pour 2023 : débat sur l'affectation possible des fruits de la hausse des prix de l'énergie

Le gouvernement s'est réuni du 14 au 16 mars pour préparer la loi de finances pour 2023. Trygve Slagsvold Vedum, Ministre des Finances, assure que la Norvège ne cherchera pas à s'enrichir avec la hausse des prix de l'énergie. Il identifie des futurs postes de dépenses mais aussi des incertitudes : hausse des prix des matières premières, hausse des budgets militaires, accueil de réfugiés,

fluctuations des marchés financiers, risque d'inflation accrue. Au total, le Ministre dépeint une économie norvégienne en bonne santé, peu marquée par le chômage (estimation de 2% pour 2023) et ayant besoin de main d'œuvre. Une hausse des taux directeurs pourrait être annoncée plus tôt que prévu par la Banque de Norvège.

### Soutien de la Norvège au mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

Dans une lettre adressée le 9 mars au Vice-Président de la Commission européenne, Frans Timmermans, le Ministre des Finances, Trygve Slagsvold Vedum a assuré la Commission du soutien de la Norvège au MACF. Oslo est toutefois opposée à la suppression des compensations aux industries sous forme de quotas gratuits d'émissions. Pour le Premier ministre, Jonas Gahr Støre, il s'agit avant tout de montrer que la Norvège est aux côtés de l'UE en matière de transition écologique, que l'application du MACF soit obligatoire dans l'EEE ou non.

### Initiatives du gouvernement pour stimuler les exportations

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce Jan Christian Vestre a présenté le 10 mars la stratégie « Toute la Norvège exporte », qui vise à augmenter de 50% les exportations hors hydrocarbures d'ici 2030. Ces ambitions s'appuieront sur des partenariats publics-privés, notamment avec la création d'un Conseil national des exportations et d'un label « *Made in Norway* » avec l'agence Innovation Norway. L'éolien offshore et l'industrie maritime verte sont les premières priorités qui ont été dévoilées par le Ministre. Les exportations d'hydrocarbures restent à ce stade encore largement majoritaires dans un contexte de prix élevés : en février 2022, pour 154,2 Mds NOK (15,7Mds€) d'exportations (quatre fois plus qu'en février 2021), la composition est la suivante : 44% de gaz, 23% de pétrole, 7,4% d'aluminium et 7,4% de produits de la mer.

## Suède

**Intelligence économique.** Suite à l'invasion de l'Ukraine, l'Agence suédoise de recherche pour la défense (FOI) a été mandatée par Karl-Petter Thorwaldsson, ministre de l'Economie et par Anna Hallberg, ministre du Commerce extérieur, pour cartographier les investissements et les intérêts économiques russes en Suède pour suivre l'impact des sanctions ainsi les répercussions sur le tissu industriel local.

**La Suède annonce l'augmentation de son budget défense à 2% du PIB.** Le gouvernement a présenté un projet pour l'accélération du réinvestissement dans la défense. L'objectif annoncé par le gouvernement est d'atteindre les 2%, préconisé par l'OTAN, « aussi vite que possible ». Le gouvernement est parvenu à un accord avec l'opposition pour augmenter les dépenses de défense de 3Mds€ chaque année, ainsi que de consacrer 800M € supplémentaire à la défense civile.

**L'inflation atteint +4,5% en glissement annuel contre 3,9% en janvier.** Les prix des denrées alimentaires ont considérablement augmenté ces 12 derniers mois. Selon la banque SEB, l'inflation pourrait culminer à +6,5% en avril et rester supérieure à 3,5 % pour 2022.

**Nouvelles mesures contre la hausse des prix des carburants.** Face à l'augmentation du prix des carburants routiers (de près de 60 % depuis un an), le gouvernement a décidé le 14 mars de réduire les taxes sur les carburants de près de 0,13 € /litre entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 octobre. Un précédent rabais de 0,05 €/l avait été accordé à partir du 1<sup>er</sup> mai 2022, ce qui se traduira ainsi par une réduction totale à 0,18 €/litre à partir de juin. En sus de cette mesure, le gouvernement gèle la hausse de l'incorporation de biocarburants low-blend en 2023 et l'indexation des taxes carbone et énergie sur la croissance du PIB en 2022 et 2023. Une compensation pour la hausse du prix du carburant pour les particuliers propriétaires d'une voiture sera également versée. Elle atteindra environ 100 € par propriétaire (150 € pour les habitants de zones rurales). Le crédit d'impôt pour le déplacement entre le domicile et le lieu de travail (*reseavdrag*) sera également revu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Prolongation du dispositif de compensation de la hausse du prix de l'électricité.** Le gouvernement a décidé le 14 mars de prolonger d'un mois - à mars - le dispositif de compensation introduit sur la période décembre-février. Plus de 6 Mds SEK (584 M€) sont alloués pour indemniser les ménages les plus touchés par les prix élevés de l'électricité (environ 2 millions de ménages en bénéficieront). Les ménages dont la consommation d'électricité est supérieure à 2 000 kWh par mois pour les mois de décembre 2021, janvier et février 2022 percevront automatiquement une indemnité -maximale- de près de 200 € par mois, soit un total maximal de près de 600 € sur les 3 mois. Pour les ménages consommant moins de 2 000 kWh par mois (mais plus de 700 kWh), une compensation est également proposée. S'agissant du mois de mars, le gouvernement a réduit le plafond de moitié à 100 €/mois tout en abaissant le seuil minimum de consommation à 400 kWh. Le gouvernement augmentera par ailleurs l'aide au logement pour les familles les plus démunies de 25 % sur la période juillet-décembre 2022 pour les accompagner face à la hausse des prix de l'énergie.

**Echanges de biens entre la France et la Suède en 2021.** Selon le Conseil National du Commerce suédois (*Kommerskollegium*), le montant du commerce bilatéral entre nos deux pays a atteint 12,3 Mds€ en 2021 (128,2 Mds de SEK), soit une augmentation de 16% par rapport à l'année précédente. Les importations en provenance de la France affichent une progression de 17% pour atteindre 5,88 Mds€ (pdm 3,8%). Malgré cette avancée, la France continue d'afficher un déficit commercial face à la Suède (environ 650M€).

**Poids des actionnaires étrangers à la Bourse de Stockholm.** Les investisseurs étrangers contrôlent désormais 40,5% de la capitalisation de la Bourse de Stockholm (large-, mid- et small cap), contre 33% au lendemain de la crise financière internationale (2009). Depuis 10 ans, la part détenue par des investisseurs étrangers oscille entre 40 et 44%, rien à voir avec les 7 à 8% détenus avant l'adhésion, en 1995, de la Suède à l'UE. Les investisseurs d'Amérique du Nord restent les plus présents (42% de l'actionnariat international avec notamment une forte présence de BlackRock et Vanguard) devant ceux des pays de l'UE (25%).



**Swedish Tech.** Selon Atomico, il existe désormais 321 licornes en Europe, dont 21 suédoises (7%). En 2021, sept nouvelles licornes suédoises ont vu le jour, à savoir Sinch (téléphonie VoIP), Truecaller (identification de l'appelant), Itiviti (Fintech), Tink (Fintech), Kry (médecine en ligne), Epidemic Sound (bandes sonores) et Revolution Race (vêtements de plein air)

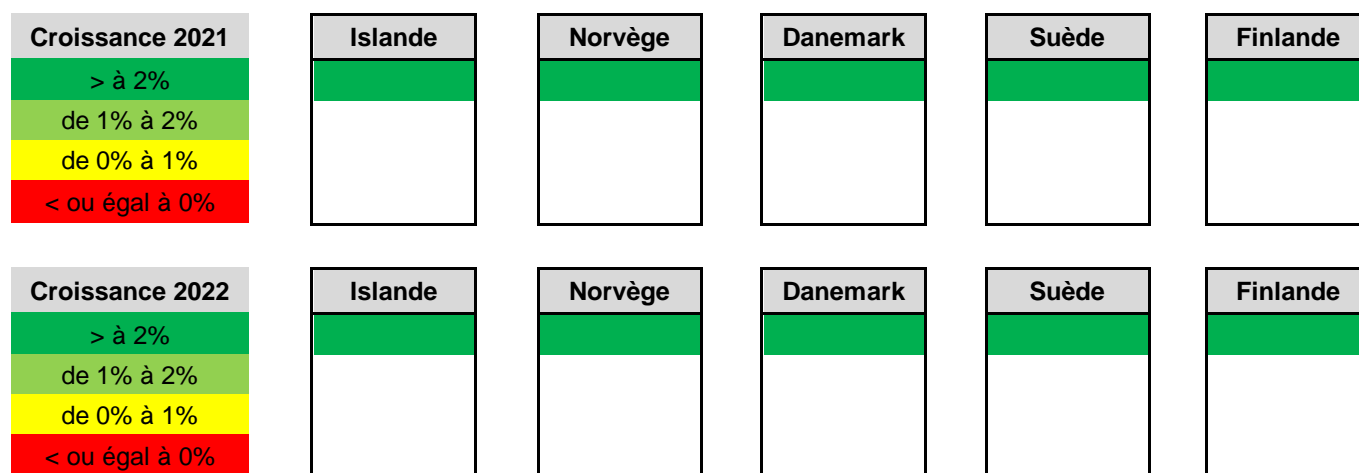
**Ramsay Santé poursuit son développement en Suède.** Après le rachat en novembre 2018 de Capio, le plus grand prestataire privé de soins de santé dans la région nordique, Ramsay Santé consolide sa place comme l'un des leaders européens de l'hospitalisation privée et des soins primaires avec le rachat du suédois GHP Speciality Care pour environ 230M€. GHP compte 24 cliniques spécialisées (orthopédie, gastro-entérologie, chirurgie, arythmie...) et emploie au total 770 personnes. Capio et GHP fourniront désormais des services médicaux couvrant huit des dix principales pathologies en Suède.

**Volvo Cars investit dans un hub technologique à Stockholm,** spécialisé notamment dans le software engineering, la science des données, la gestion de produits, les ventes en ligne et l'expérience utilisateur. Selon le communiqué de presse de l'entreprise en date du 11 mars, ce nouveau hub, qui s'installera dans une extension des locaux actuels de l'entreprise, emploiera plus de 700 personnes.

**Northvolt annonce la construction d'une usine géante de batteries en Allemagne.** Le 15 février, le groupe suédois a présenté son nouveau projet d'usine dont la capacité de production prévue est de 60 GWh, et qui devrait s'installer dans le nord du pays, dans le land du Schleswig-Holstein. Le site permettrait la création de 3 000 emplois. Le démarrage de sa production est prévu en 2025. Pour mémoire, depuis décembre dernier, le groupe exploite une nouvelle usine de batteries dans le nord de la Suède, à Skellefteå. Deux autres projets d'usines sont annoncés dans le royaume, dont l'un en partenariat avec le constructeur automobile Volvo.

**EQT rachète BPEA pour accélérer son expansion en Asie.** EQT vient de réaliser une OPA amicale de 6,8 Mds€ (5,3Mds€ en actions EQT et 1,5 Md€ en numéraire) pour acquérir Baring Private Equity Asia (BPEA) afin de tirer parti du dynamisme des marchés privés de la région et pour accroître sa portée mondiale. Jean Eric Salata, fondateur de BPEA, deviendra l'un des plus importants actionnaires d'EQT 2.0 en détenant 9,8% du capital (parts valorisées à 3 Mds€). EQT joue désormais dans la cour des très grandes entreprises du capital investissement avec plus de 90 Mds€ d'actifs sous gestion. A noter que BPEA dispose de 10 bureaux en Asie, notamment à Hong Kong, à Singapour, en Chine, au Japon et en Inde.

## Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2021)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,9	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,9	3,4	3,9	3,1
Banque centrale	3,8	3,1	3,5	2,8	3,9	4,5	4,7	3,8	4,0	3,9
Institut stat./ conjoncture*	3,9	3,6	3,5	3,0	3,6	3,8	4,6	3,9	2,6	4,8
Commission européenne**	4,3	2,7	3,4	2,8	3,1	2,8	3,9	3,5	3,4	4,3
FMI***	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
OCDE****	4,7	2,4	3,5	2,9	4,2	4,2	4,3	3,4	5,0	5,2
SEB (11/2021)	3,6	4,1	3,2	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (11/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,5	3,5	-	-
Danske Bank (11/2021)	4,0	3,0	3,3	3,0	3,8	4,0	3,9	3,5	-	-

### Sources :

\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (11/2021), Danemark : Conseil des Sages, Det Økonomist Råd (11/2021), Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (11/2021), Islande : Stattice (09/2021)

\*\* Prévisions d'automne (novembre 2021)

\*\*\* World Economic Outlook (octobre 2021)

\*\*\*\* Perspectives économiques (décembre 2021)

### Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration



## Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-0,2	1,0	-5,2	-3,3	-2,9	-	-0,8	-0,1	-9,7	-7,3
Commission européenne *	-0,9	-1,3	-3,8	-2,4	-0,2	1,3	-0,9	0,3	-10,1	-6,5
FMI **	-1,9	0,1	-4,6	-2,6	-5,9	0	-2,6	-0,8	-8,7	-6,4
OCDE ***	-1,5	0,3	-4,0	-2,2	-2,4	-0,6	-1,3	-0,2	-11,6	-7,9

Dette publique	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	37,4	34,1	71,4	72,5	-	-	36,3	32,9	57,5	62,2
Commission européenne *	41,0	38,8	71,2	71,2	43,9	42,8	37,3	34,2	65,6	67,5
FMI **	38,8	38,5	72,2	72,2	42,7	42,4	39,6	39,9	75,8	75,4
OCDE ***	39,8	38,4	77,4	82,4	-	-	36,8	34,1	80,7	86,6

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation*	1,7	1,9	1,8	1,9	-	-	2,4	1,9	-	-
Consommation privée *	3,4	4,4	3,1	3,8	5,5	4,2	3,7	3,5	2,8	3,8
Chômage (BIT) **	5,4	5,3	7,8	6,8	4,3	4,0	8,9	7,9	7,0	5,0

### Sources :

\* *Prévisions d'automne* (novembre 2021)

\*\* *World Economic Outlook* (octobre 2021)

\*\*\* *Perspectives économiques* (décembre 2021)

### Code couleur des mises à jour :

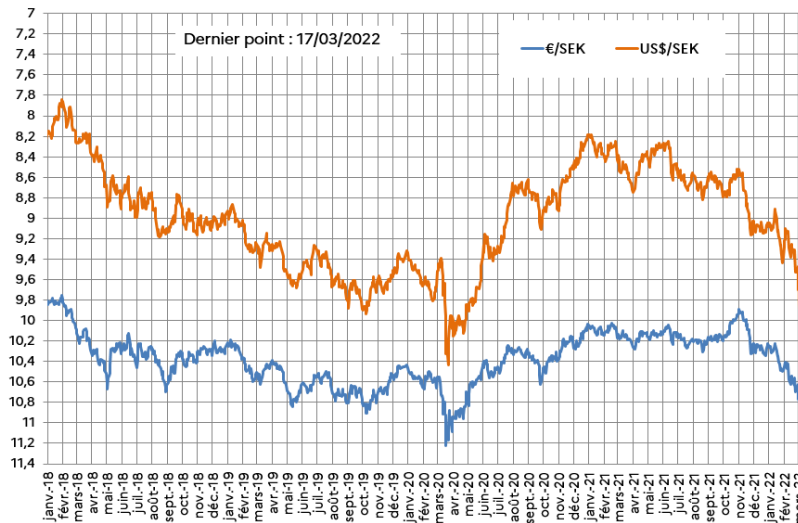
**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

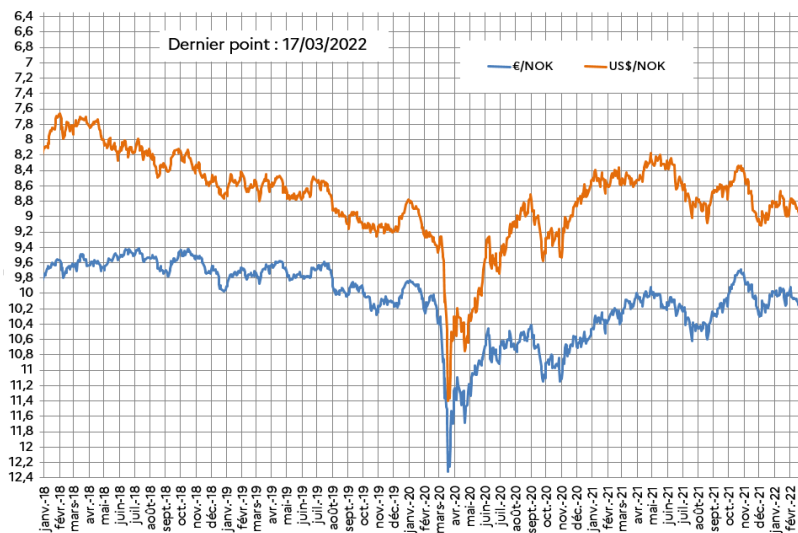
**En vert** : amélioration

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication :  
Rédacteurs :

Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).  
Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, T. Aubrun), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, A. Marsal) et de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos).

Pour s'abonner :

[alexia.marsal@dgtresor.gouv.fr](mailto:alexia.marsal@dgtresor.gouv.fr)